Le système éducatif du Kazakhstan

Lisa Bydanova et Gulbarshin Ospanova

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/2247>

DOI : 10.4000/ries.2247

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 19-25

ISBN : 978-2-85420-594-7

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Lisa Bydanova et Gulbarshin Ospanova, « Le système éducatif du Kazakhstan », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 59 | avril 2012, mis en ligne le 06 février 2015, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2247> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2247>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

© Tous droits réservés

Le système éducatif du Kazakhstan

Lisa Bydanova et Gulbarshin Ospanova

- 1 La République du Kazakhstan a fêté en 2011 son vingtième anniversaire. De grandes cérémonies ont été organisées dans la nouvelle capitale du pays, Astana, pour célébrer l'histoire de ce jeune pays devenu indépendant en 1991, après l'éclatement de l'Union soviétique. Huitième pays le plus vaste au monde¹, le Kazakhstan est entouré par la Fédération de Russie au nord et à l'ouest, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan au sud, la Chine et la Mongolie à l'est et la mer Caspienne au sud-ouest. Après une période de troubles économiques et sociaux au milieu des années quatre-vingt-dix, suite au passage à l'économie de marché, le pays est entré dans une période de forte croissance à partir des années deux mille, avec une économie basée essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles (pétrole, gaz, uranium, etc.). Entre 2000 et 2010, le PIB a été multiplié par 7 et le PIB par habitant par 13².
- 2 Désireux d'assurer le développement durable de la nation naissante, l'État a investi des sommes considérables dans l'éducation. Des travaux de rénovation et de construction de bâtiments scolaires ont rapidement été lancés pour remplacer les infrastructures vieillissantes de l'époque soviétique. En parallèle, des réformes structurelles ont été menées pour moderniser le système.
- 3 Malgré d'important progrès ces dernières années, nombreux sont les problèmes qui restent encore à résoudre, parmi lesquels notamment la faible attractivité du métier d'enseignant, qui est liée à de mauvaises conditions de travail (bas salaires, faible qualité de la formation initiale et continue)³ et le passage de l'enseignement en russe à l'enseignement en kazakh.

Aperçu général du système scolaire

- 4 Le système éducatif kazakh actuel est constitué d'un mélange de l'ancien système d'enseignement soviétique et des réformes conduites depuis le milieu des années quatre-vingt-dix et inspirées des exemples des systèmes éducatifs étrangers (américain d'abord, européens un peu plus tard). Les acquis du passé soviétique, tels que la bonne qualité de

l'enseignement général, les taux de scolarisation avoisinant 100 % pour le primaire et pour le secondaire, la parité entre les sexes, ont été conservés. Cependant, il a fallu s'attaquer à des problèmes d'organisation et de gestion tels que la forte centralisation, la rigidité de différents dispositifs, le manque d'initiative local, la faible mobilité des étudiants et des enseignants. De plus, certains contenus des programmes scolaires et universitaires ont dû être entièrement révisés, afin de les adapter à la nouvelle structure économique et sociale du pays.

- 5 Comme à l'époque soviétique, l'enseignement général est organisé en trois cycles, dispensés le plus souvent dans un même établissement scolaire. L'école primaire (de 6 à 9 ans), le collège (de 10 à 14 ans), ainsi que le lycée général (de 15 à 17 ans), offrent des programmes relativement peu différenciés pour l'ensemble des élèves. Suite à une baisse démographique et à des mouvements migratoires, le nombre d'élèves a fortement baissé entre 1990/1991 et 2003/2004, passant de 3,14 à 3,04 millions. Pour optimiser l'offre scolaire, le ministère a entrepris de réorganiser la carte scolaire entre 1995 et 1997, fermant certains établissements et ouvrant d'autres ailleurs. Certains établissements en zone urbaine, en sureffectif, ont été contraints de dispenser les enseignements à des horaires parfois peu pratiques. En milieu rural, certaines écoles restaient toujours en sous-effectif. En 2003, la différence des effectifs entre écoles rurales et urbaines était de 7,8 au niveau du primaire et de 2,8 au niveau des collèges et lycées. Cela préoccupe les pouvoirs publics.
- 6 Parallèlement, une diversification des programmes d'enseignement, notamment au lycée, a été mise en place. Si elle a peu profité au secteur privé (seuls 155 établissements privés existaient en 2002-2003, soit 0,2 % du nombre total), les établissements publics ont affiné leur profil, en choisissant parmi les nouveaux types d'établissements proposés : lycée, gymnasium, école avec des programmes de lycée, école avec des programmes de gymnasium, école pour enfants doués, école spécialisée, école avec un apprentissage approfondi d'une matière ou d'une filière (sciences dures ou sciences humaines). En 2002-2003, 664 000 élèves, soit 21 %, étaient inscrits dans ces nouveaux établissements.

La sortie progressive du système unique et centralisé

- 7 La forte centralisation reste l'un des héritages du système soviétique, malgré les réformes menées. Le ministère de l'Éducation et de la Recherche définit pratiquement tous les aspects du fonctionnement de l'enseignement général, des programmes scolaires et du contenu des manuels au financement et à la définition des procédures de gestion des établissements. Les organes déconcentrés du ministère au niveau local (*departamenty obrazovaniya*) assurent l'exécution et veillent à la bonne utilisation des fonds publics. Dans l'enseignement supérieur, les tentatives de décentralisation ont eu un peu plus de succès, notamment avec l'attribution d'une plus grande liberté aux universités pour définir leurs programmes⁴. Cependant les recteurs des universités sont nommés par le président de la République.
- 8 La décentralisation n'a pas apporté les résultats escomptés, d'une part parce qu'aucun accompagnement spécifique des acteurs locaux n'a été mis en place, et d'autre part parce que les moyens nécessaires n'ont pas été fournis (manque de financements pour assurer des formations adéquates en management et en gestion d'établissement). Des chercheurs estiment qu'une plus grande décentralisation du système éducatif serait nécessaire⁵, ce

qui supposerait de résoudre la question de la formation des chefs d'établissement et des autres personnels de direction au niveau local. Actuellement, la formation de l'encadrement au Kazakhstan est très insuffisante et inadaptée au nouveau contexte. Cet aspect devrait figurer au cœur des futures politiques publiques en éducation.

- 9 La loi principale qui régit le système éducatif est la Loi sur l'éducation de la République du Kazakhstan du 27 juillet 2007, n° 319-III. Cette loi cherche à clarifier la répartition des rôles entre le ministère et les acteurs locaux et rappelle les principes fondamentaux du système éducatif kazakh, qui poursuit sa rénovation. L'éducation, considérée comme l'une des priorités nationales, a pour base les principes suivants : accès égal pour tous à une éducation de qualité, caractère laïque et humaniste de l'éducation qui permet le développement d'un enfant libre et épanoui, priorité des valeurs civiques et patriotiques, importance de la vie et de la santé de chaque enfant, unité de l'éducation, de l'instruction et du développement individuel. La loi souligne que la gouvernance du système éducatif doit être démocratique, transparente et respecter la diversité, en offrant à chaque enfant la possibilité de choisir l'établissement qui lui convient le mieux en fonction de ses talents et de ses préférences.
- 10 Suite à la libéralisation de la politique éducative dans les années quatre-vingt-dix, de nombreux établissements privés ont ouvert, notamment dans le supérieur : en 2000-2001, sur 440 000 étudiants, 29 % étaient inscrits dans des universités privées ; trois ans plus tard, sur 658 000 étudiants, 45 % poursuivaient leurs études dans des établissements privés. L'expansion du secteur privé a atteint 48 % des effectifs en 2010, malgré une baisse du nombre d'inscrits de 5,6 %. Cette même année, les établissements privés représentaient environ deux tiers de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur⁶.

Les enseignants

- 11 La formation des enseignants est l'une des priorités futures en éducation. D'après le Programme de développement du secteur éducatif pour la période 2010-2020, améliorer le statut social des enseignants, augmenter leur salaire, assurer une formation initiale et continue de haut niveau sont des objectifs prioritaires.
- 12 De manière générale, le niveau de la formation initiale des enseignants est plutôt élevé : en 2003-2004, 196 000 enseignants, soit 71,4 % de l'ensemble, avaient une formation universitaire de niveau master. Cependant le contenu de ces formations a peu évolué depuis la fin de l'époque communiste et nécessite une révision.
- 13 De plus, suite à la réduction des financements pour le secteur éducatif et à la dégradation des conditions de travail dans les écoles, beaucoup d'enseignants ont dû quitter le secteur pour travailler dans d'autres domaines plus lucratifs. Ainsi, au début des années quatre-vingt-dix, 30 000 enseignants ont démissionné, soit 1/7^e de l'effectif total à l'époque. Cette tendance s'est ralentie depuis, mais en 2003-2004, sur 14 400 diplômés en sciences de l'éducation, seuls 6 817 étaient devenus professeurs des écoles (dont 4 777 avec un diplôme de niveau master).
- 14 Le problème du manque d'enseignants se pose avec acuité dans les écoles rurales, où les postes sont encore plus difficiles à pourvoir que dans les zones urbaines. On constate également un écart important entre la formation initiale des enseignants des écoles rurales comparée à celle des autres enseignants : 23 % n'ont aucune formation initiale en

pédagogie, et seuls 12 % ont une formation de niveau BTS. Le manque d'enseignants se fait surtout sentir en langues étrangères, en informatique, en mathématiques et dans les filières professionnelles courtes.

Financement

- 15 Au cours de la première moitié des années quatre-vingt-dix, la part du PIB consacrée à l'éducation est passée de 8,5 % en 1990 à 4,1 % en 1995 puis 3,1 % en 2003. La part des dépenses en éducation par rapport à l'ensemble des dépenses publiques a également baissé, passant de 14,4 % en 1999 à 11,9 % en 2001. La tendance s'est inversée à partir du début des années deux mille. Entre 2005 et 2010, la hausse a représenté un passage de 3,5 % à 4,1 % du PIB. Cette augmentation spectaculaire en cinq ans montre l'accent mis sur le développement du secteur éducatif. En 2010, 39 % des sommes ont été allouées à l'enseignement supérieur (enseignement technique et professionnel compris) et 61 % à l'enseignement général et pré-primaire.
- 16 Malgré ces efforts récents, le ministère cherche à mobiliser d'autres sources de financement, tels que le monde économique ou les parents d'élèves. Ainsi, en 2003, la contribution des entreprises et d'autres acteurs sociaux a représenté 1,75 % de l'ensemble des sommes investies dans ce secteur.

Programmes et méthodes d'enseignement

- 17 Une réforme de l'enseignement général, qui inclura douze années de scolarité et non plus onze, est en préparation. Le « Nouveau standard éducatif pour l'enseignement général » (NSEEG), qui prévoit la modification des programmes scolaires, a été approuvé en 2010. Le NSEEG modifie les curricula pour tenir compte de la nouvelle Loi sur l'éducation de 2007 et des résultats des évaluations des acquis des élèves au niveau national et international. Il introduit les changements suivants :
 - prise en compte dans les programmes scolaires des résultats du programme national « *Medeni mira* » et de l'évaluation internationale TIMMS ;
 - renforcement de l'enseignement de la culture physique et du sport ;
 - introduction d'une nouvelle discipline « se connaître soi-même » ;
 - renforcement de l'enseignement de la langue kazakhe dans les écoles où l'enseignement est dispensé dans une autre langue ;
 - renforcement de l'enseignement plurilingue et attribution à chaque langue d'enseignement d'un statut particulier : le kazakh bénéficie du statut de langue nationale, le russe de deuxième langue et l'anglais de troisième langue.
- 18 Un accent particulier est mis sur l'enseignement des sciences dures, une tradition héritée de l'ancien système soviétique. Les résultats des enquêtes internationales, telles que TIMSS, témoignent d'un niveau élevé d'enseignement des sciences au Kazakhstan (qui est classé 4^e dans les épreuves de mathématiques dans l'enquête TIMMS de 4^e année⁷). Cependant, les évaluations nationales pointent des insuffisances à ce niveau. Dans l'examen final de l'enseignement général (équivalent du baccalauréat), 24 % des bacheliers n'ont pas atteint le seuil le plus bas de 40 points sur 120. Le ministère, conscient de l'importance de ces matières, a investi dans ce domaine. Seize lycées spécialisés portant le nom du président du pays, les « écoles de Nazarbayev », ont été

construits récemment dans différentes régions du pays. Ils bénéficient d'équipements spécialisée pointus et coûteux, des meilleurs cadres pédagogiques recrutés localement ou dans des établissements internationaux, et opèrent une sélection très compétitive à l'entrée. Le coût des études dans ces lycées est entièrement assumé par l'État.

- 19 Pour les pouvoirs publics, la modernisation du système éducatif passe par le fait d'assurer un accès Internet et aux nouvelles technologies. Sur ce plan, de nombreux progrès ont été faits. En 2010, le nombre d'élève par ordinateur était de 16, alors qu'il n'était que de 41 en 2005. Ce chiffre cache cependant des disparités régionales persistantes (cet indicateur varie, par exemple, de 11 à 31 à travers les régions). De plus, en 2010, dans 3 571 établissements ont été installées des équipements d'apprentissage interactif pour l'enseignement des sciences naturelles et des sciences dures (la physique, la chimie, la biologie, etc.).

Vers un modèle de plurilinguisme

- 20 Au moment de l'éclatement de l'URSS, la langue dominante du pays, ainsi que de son système scolaire, était le russe. L'État, désireux de renforcer l'identité kazakhe, a rapidement introduit partout dans le pays l'enseignement de la langue kazakhe et en langue kazakhe. Cette « kazakhization » a été difficile à mettre en place en raison du manque de matériel pédagogique et de professeurs qualifiés. Elle a en outre été mal perçue par une partie de la population, qui était composée d'environ 60 % de Kazakhs et de 30 % de Russes, les autres ethnies (environ 10 % de la population) ayant le russe comme langue maternelle⁸. Le nombre d'élèves scolarisés en kazakh est passé de 23 % en 1990-1991 à 55 % en 2003-2004, contre 41 % scolarisés en russe et 3,7 % dans d'autres langues minoritaires. D'après le Programme national de développement de l'éducation pour 2010-2020, le nombre d'habitants qui maîtrisent la langue kazakhe devrait atteindre 80 % en 2015 et 100 % en 2020. Cette situation exerce des pressions sur le système éducatif, tant sur le plan des matériels pédagogiques que sur celui des ressources humaines⁹.
- 21 La loi de 2007 valide l'enseignement obligatoire de trois langues dans le système scolaire : le kazakh, le russe et une langue étrangère (le plus souvent l'anglais). De plus, 90 écoles enseignent dans d'autres langues, afin de permettre aux minorités ethniques de préserver leur langue maternelle et leur culture. L'enseignement des langues minoritaires est dans certains cas assuré sous forme de discipline facultative. C'est ainsi que sont enseignés le kurde, le polonais, l'hébreu et le turc.

L'éducation pré-primaire

- 22 Environ 80 % des établissements pré-primaires ont fermé au début des années quatre-vingt-dix. En 2004, la part des enfants scolarisés sur l'ensemble de la population âgée de 1 à 7 ans était de 19 % et, dans les régions rurales, de 2,5 % seulement¹⁰. Les enfants commençant l'école primaire sans préparation préalable avançaient moins bien que les autres, au point d'être marginalisés au sein de la classe. Pour y remédier, le ministère a introduit des programmes pré-primaires courts, d'une durée d'un à deux ans. 63 % des enfants (57 % dans les régions rurales) bénéficient d'une éducation pré-primaire. La part des établissements pré-primaires financés par les autorités locales a augmenté de 9 % et

le financement au niveau national est passé de 4,3 millions de tengés en 2003 à 9,6 millions en 2005 puis 63,3 millions en 2010¹¹.

Enseignement supérieur

- 23 Comme dans d'autres pays de la région, la libéralisation de l'enseignement supérieur s'est accompagnée d'une rapide augmentation du nombre d'universités privées. En 2003-2004, sur 180 universités, 134 étaient privées, et certaines n'étaient que des officines visant d'importants profits financiers grâce à des droits d'inscription élevés. Les autorités, contraintes de reconnaître cette situation, en ont fermé certaines ou leur ont refusé l'accréditation. Mais ces établissements continuent d'attirer des étudiants toujours plus nombreux. De plus, la gratuité des études supérieures n'est plus qu'un souvenir du passé : aujourd'hui, plus de 80 % des étudiants paient entre 500 et 3 000 dollars pour une année de formation.
- 24 Le Kazakhstan a rejoint en 2010 le processus de Bologne. Grâce à un travail préparatoire initié en amont, un système à deux niveaux (licence et master), remplaçait déjà l'ancien diplôme unique dit « de spécialiste » (après cinq années d'études supérieures).
- 25 Les établissements d'enseignement supérieur sont repartis de manière inéquitable sur le territoire. Ainsi, soixante-neuf universités sont concentrés dans la nouvelle capitale, Astana ; dix-neuf se trouvent dans la région du sud ; quinze dans la région de Karaganda ; et neuf dans l'est du pays.
- 26 Quelques établissements d'élite se distinguent dans le paysage actuel, tels que l'« Université nouvelle d'Astana de Nazarbayev ». Ce nouvel établissement privé bénéficie d'importantes subventions de l'État et des entreprises. Situé dans des locaux neufs, avec des équipements techniques de pointe et des cadres pédagogiques issus des grandes universités étrangères, il est le symbole de ce pays nouveau, en pleine croissance, et plein d'espoirs et d'ambitions pour l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

Rapport du Programme du développement des Nations-Unies (UNDP) au Kazakhstan, « Éducation pour tous : objectif du millénaire », 2004 (en russe).

Loi de la République du Kazakhstan sur l'Éducation du 15 juillet 2011, n° 461-IV.

ANNEXES

Quelques données sur le Kazakhstan

Superficie : 2 724 900 km ²
Population (juillet 2011) : 15 522 373
Religions principales – Musulmans : 47 % – Russes orthodoxes : 44 % – Protestants : 2 % – Autres : 7 %
Langues majeures (2001) – Kazakh : 64,4 % – Russe : 95 %
Espérance de vie (2011) – Hommes : 63,2 ans – Femmes : 74,1 ans
PIB par habitant (2010) : \$ 12 700
Croissance annuel du PIB (2010) : 7 %
Taux de chômage (2010) : 5,8 %
Taux d'alphabétisation – Hommes : 99,8 % – Femmes : 99,3 %

Sources : Banque mondiale et *CIA Fact Book*

NOTES

1. Sa superficie est de 2,7 millions de km², soit environ cinq fois la superficie de la France.
2. À titre de comparaison, le PIB par habitant en Corée du Sud a été multiplié par 3 sur la même période.
3. En 2003-2004, sur 14 000 diplômés issus des écoles ou des universités pédagogiques, seuls environ 6 800 ont continué à travailler comme enseignants.
4. Les nouveaux standards de l'enseignement supérieur, adoptés en 2009-2010, laissent les établissements définir eux-mêmes une part importante du contenu de leurs programmes (50 % au niveau licence, 60 % au niveau master, et 80 % au niveau doctorat). Il est prévu d'élargir ces marges, d'ici 2020, jusqu'à 70 % au niveau licence, 80 % au niveau master et 95 % au niveau doctorat.
5. Rapport de la Banque mondiale « Des compétences, pas uniquement des diplômes » (Skills, not just diplomas), 2010.
6. Soit 91 établissements privés sur 148 établissements d'enseignement supérieur en 2010.
7. L'enquête TIMSS de 4^e année est administrée auprès des élèves à la fin de leur scolarité primaire, à l'âge de 10-11 ans.
8. La langue officielle du Kazakhstan est le kazakh, le russe restant couramment utilisé dans les administrations publiques et dans le pays. La forte présence du russe est dû à la longue période de domination linguistique de cette langue, avant même l'ère soviétique, ainsi qu'au fait que l'ethnie kazakhe ne représente que 63,1 % de la population du pays, également composée de Russes (environ 23,7 %), d'Ukrainiens (2,1 %), d'Ouzbeks (2,8 %), d'Allemands (1,1 %), d'Ouïgours

(1,4 %), de Tatars (1,3 %) et d'autres ethnies minoritaires. Le Kazakhstan compte en tout 130 groupes ethniques.

9. En 2003-2004, 80 % des Ouzbeks, 54 % des Tadjikes et 41 % des Ouïgours étaient scolarisés dans leurs langues.

10. Au Japon, aux États-Unis et en Russie, cet indicateur était respectivement de 61 %, 97 % et 87 %.

11. 1 tengé = 0,005 Euro (ou 1 euro = 200 tengés).

INDEX

Mots-clés : éducation préscolaire, enseignant, enseignement supérieur, financement, méthode pédagogique, programme d'enseignement, système scolaire

Index géographique : Kazakhstan

Palabras claves : educación de la primera infancia, docente, enseñanza superior, financiación, método de enseñanza, programa de enseñanza, sistema escolar

Keywords : early childhood education, teachers, higher education, financing, teaching methods, instructional programmes, school system

AUTEURS

LISA BYDANOVA

Chargée de programmes au Centre international d'études pédagogiques (CIEP). Titulaire d'un doctorat en économie de l'éducation de l'Institut de recherche sur la sociologie et l'économie de l'éducation (Iredu), Université de Bourgogne, elle a participé à des études et à des recherches sur les comparaisons des systèmes éducatifs auprès de la Banque mondiale, de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Institut de l'éducation de Londres.

GULBARSHIN OSPANOVA

Juriste de formation, diplômée de deux universités au Kazakhstan (Université publique des relations internationales et des langues du monde d'Abaykhan à Almaty et Université kazakhstano-russe à Astana). Spécialiste de la mise en place du processus de Bologne et de l'évaluation des acquis des élèves au Kazakhstan, elle a participé à l'organisation de nombreux séminaires nationaux sur le modèle kazakh de mobilité académique. Expert senior pendant plusieurs années au département de l'évaluation du ministère de l'Éducation et de la Recherche, elle est depuis 2011 directrice adjointe du département de la formation

et de l'intégration sociale à l'Université des sciences humaines et juridiques d'Astana.